

A la N-VA, on souffle aux élus ce qu'ils doivent dire

PARTIS C'est un mail interne concernant Trump qui le dévoile (à nouveau). La pratique existe peu ou prou ailleurs

Le style du nouveau président américain est « *irréfléchi* » et « *impulsif* », et constitue un risque pour l'Europe. Voilà ce que les mandataires N-VA sont priés de répondre lorsqu'on les interroge sur la politique de Donald Trump. Et rien d'autre. C'est ce que révélait vendredi *Het Nieuwsblad*, qui a obtenu copie d'un mail envoyé par le parti à ses troupes. Et les directives nationalistes sont précises : les parlementaires N-VA sont priés de « *ne pas se laisser presser par les médias ou par la base, que ce soit dans un sens positif ou négatif* », et de ne pas se prononcer sur la politique américaine jusqu'à ce que les services d'études et de communication du parti ne leur aient communiqué le message à délivrer. Par contre, les élus sont invités à détourner quelque peu le sujet de la politique présidentielle américaine pour dénoncer « *l'hypocrisie morale de la gauche* » et « *l'industrie de l'indignation* » contre le milliardaire. Taper sur les rouges, c'est toujours ça de pris...

Reste que ces consignes aux mandataires N-VA réduisent fortement leur liberté d'expression. Mais pour le porte-parole du parti, qui a réagi auprès de l'agence *Belga*, il n'est en rien question d'interdire aux élus de s'exprimer, juste d'organiser une « *communication cohérente* ».

Une communication cohérente, la N-VA y veille particulièrement. Ce n'est pas la première fois que de telles instructions sont envoyées aux parlementaires. Sur de grands ou de petits sujets. Durant la coupe du monde

de football au Brésil par exemple, les nationalistes (peu fans d'équipe nationale) avaient reçu pour consigne de délivrer le message suivant : c'est une bonne équipe qui joue bien au foot. Et : c'est l'équipe qui comporte le plus de joueurs flamands...

De même, lorsque les députés Hendrik Vuye et Veerle Wouters ont quitté le parti en septembre dernier, après avoir été sanctionnés pour leur liberté de parole, leurs ex-collègues ont reçu du QG N-VA les réponses à apporter aux journalistes qui les interrogeraient sur le sujet. En fait, nous confie-t-on, de tels documents « questions-réponses » sont régulièrement envoyés aux parlementaires nationalistes pour qu'ils répètent la com préparée par le parti. « *Chaque semaine !* », sur tous les sujets. « *Durant les débats parlementaires, ils ont presque une feuille de route avec qui doit dire quoi, c'est très encadré* », témoigne un élu d'une autre couleur qui a pu le constater.

La pratique existe manifestement dans tous les partis. Mais elle est plus ou moins poussée. Et à la N-VA, elle prend de belles proportions. Les mandataires étant priés de répéter certains éléments de langage. Celui qui est revenu ces derniers temps concernant Donald Trump, dans la bouche d'un Theo Francken comme d'un Jan Jambon par exemple, est « *pas d'hystérie* ». Un autre exemple concerne la présence contestée de Bart De Wever à une réunion au cabinet Jambon au lendemain des atten-

Des réponses types sont envoyés aux élus N-VA pour qu'ils répètent la com préparée par le parti

tats du 22 mars à Bruxelles : « *beaucoup de bruit pour rien* » fut la maxime répétée par Jambon, De Wever ou Loones.

On l'a dit : la technique n'est pas l'apanage de la N-VA. L'autre parti qui est souvent cité pour donner beaucoup de consignes à ses troupes est le PS. On connaît la « machine » que constitue l'IEV, le centre d'études des rouges. Sur tous les dossiers importants, il envoie des fiches d'information aux parlementaires, histoire qu'ils maîtrisent le point de vue du parti. Mais aussi qu'ils adoptent certains éléments de langage, pour assurer la cohérence du message. Pendant les campagnes électorales, la pratique est systématique.

Au MR aussi, la communication se veut maîtrisée. Des « *argumentaires* » sont rédigés par le Centre Jean Gol et fournis aux mandataires sur les dossiers de fond (sécurité sociale, tax shift, accord interprofessionnel...), pour qu'ils connaissent les éléments de fond et puissent faire passer les éléments jugés positifs par le parti. C'est aussi le cas sur les dossiers chauds : pour le Kazakhgate, le positionnement libéral officiel a été précisé aux mandataires, éléments de langage à la clef (« *Armand De Decker n'a plus de mandat interne* », « *la charte du parti lui a été rappelée* »...). Et ceux-ci les ont répétés consciencieusement. ■

MARTINE DUBUISSON